



Nicolas Sarkozy à Lorient

**Nicolas Sarkozy
Président de l'Union pour un Mouvement Populaire**

Lorient - mardi 3 avril 2007

Seul le prononcé fait foi

Mes Chers amis,

L'heure du choix approche. Ce choix, tous les Français le sentent bien, sera décisif pour chacun d'entre nous, décisif pour notre avenir et pour celui de nos enfants, décisif pour la France. Oui pour la France dont on ne parlait plus depuis si longtemps dans la politique française. La France, ce nom que personne n'avait plus le droit de prononcer, sans être aussitôt rejeté dans le camp de l'extrême droite. La France, ce nom que nos aïeux trouvaient si beau qu'ils le prononçaient toujours avec respect et pour lequel ils étaient prêts à risquer leur vie parce qu'il désignait pour eux ce qu'ils avaient de plus précieux à transmettre à leurs enfants.

La France, ce nom qui fut si longtemps pour le monde entier synonyme de liberté, d'émancipation des peuples et de justice, ce nom était devenu dans notre propre pays un mot ringard, passéiste, réactionnaire. Un de ces mots qui vous brise une carrière politique comme l'autorité, l'ordre, l'identité nationale ou la morale.

J'ai voulu remettre ces mots au cœur de la politique. Candidat à l'élection présidentielle, j'ai voulu parler de la France. Je l'ai voulu parce que j'avais le sentiment que c'était mon devoir. Je l'ai voulu parce que la France était systématiquement dénigrée, parce qu'en apprenant aux Français à haïr la France, on leur apprenait à se haïr eux-mêmes et parce que la haine de soi est toujours le commencement de la haine des autres.

Je l'ai voulu parce que la France incarne la persistance de cette volonté collective qui seule peut opposer à la mondialisation des marchés un projet de civilisation.

Je l'ai voulu parce que la France, c'est la certitude pour chaque Français qu'il n'est pas seul pour affronter les grands bouleversements qui sont en train de changer le monde, qu'il n'est pas seul face à la concurrence effrénée de tous les pays qui cherchent par tous les moyens à conquérir des marchés, face aux spéculateurs et aux prédateurs du monde entier, face à tous les dumpings écologiques, sociaux monétaires.

La France c'est la certitude pour chaque Français qu'il n'est pas seul au monde, qu'il n'est pas condamné à se battre tout seul, à s'en sortir tout seul.

La France c'est le nom, c'est le mot, c'est l'idée qui donne un sens à cet autre mot si important à mes yeux qui est le mot « ensemble ».

Ensemble, c'est toute la France, c'est tous les Français, unis, rassemblés, mobilisés autour d'un projet, d'un idéal.

Seul, avec le chacun pour soi comme devise, rien désormais n'est plus possible. Plus que jamais, un pays morcelé, un pays éclaté, un pays où la division est plus forte que l'unité, un tel pays ne peut rien. Il est impuissant, incapable d'agir et incapable de protéger.

Ensemble, en revanche, tout devient possible. Tout devient possible parce qu'ensemble nous sommes plus forts, parce qu'ensemble nous formons un peuple, nous formons une nation, qui ont toujours trouvé en eux la force de se relever quand on les croyait à terre, la force de traverser debout toutes les vicissitudes de l'histoire, et parce que ce peuple, parce que cette nation sont encore capables de trouver en eux l'énergie de s'inventer un avenir, de redevenir acteurs de leur propre histoire.

Ensemble, nous pouvons faire une politique qui agit au lieu d'être condamnés à une politique qui subit.

Ensemble, nous pouvons accomplir d'aussi grandes choses que les générations qui nous ont précédé en ont accomplies. Au nom de la France qui n'est pas une nostalgie, qui n'est pas seulement une histoire dont nous serions prisonniers, qui n'est pas une race ou une ethnie, mais qui est notre destin commun, qui est notre volonté de vivre et de bâtir ensemble, qui est une façon d'être et de penser, qui exprime une forme de résistance à l'uniformisation du monde, qui est notre avenir.

Voilà pourquoi j'ai voulu reparler de la France, la remettre au cœur du débat politique.

Au fond si je devais résumer en une phrase le but de mon projet politique, si je devais dire en une phrase pourquoi je suis candidat à l'élection présidentielle je dirais : « pour rendre à chaque Français, quelle que soient ses origines, quel que soit le quartier où il habite, où qu'il se trouve dans le monde, la fierté d'être Français ! ».

Oui je veux rendre à chaque Français la fierté d'être Français. Voilà le sens de mon projet !

La fierté d'être Français, comment pourrions nous l'éprouver, si nous continuons à endurer le chômage de masse, l'exclusion, la précarité ?

Comment pourrions éprouver la fierté d'être français si les Français qui n'arrivent pas à se loger décemment avec les revenus de leur travail, sont de plus en plus nombreux, si de plus en plus de jeunes français sont condamnés à ne plus trouver de travail, si nous continuons de reculer partout si les diplômés de nos universités ont de moins en moins de valeur dans le monde entier, si pour le monde entier la France est un pays où l'on ne

peut pas entreprendre, où l'on empêche ceux qui veulent travailler de travailler, un pays continuellement paralysé par les grèves du service public, un pays où l'on ne peut pas prendre les transports en commun sans se faire détrousser !

Quelle image donnons-nous ? Quelle image de nous-mêmes nous renvoie le regard des autres quand nous offrons au monde un spectacle comme celui de la gare du Nord la semaine dernière ?

Je veux le dire avec beaucoup de conviction : la France ne traverse pas une crise de morale que l'on pourrait guérir avec un peu de psychologie et de méthode Coué.

La France traverse une crise morale qui ne peut être guérie qu'en remettant de la morale dans la politique.

Je voudrais vous parler ce soir d'un sujet dont paradoxalement on ne parle jamais beaucoup en politique, parce que depuis longtemps il est jugé par les adeptes du politiquement correct comme aussi ringard et réactionnaire que la nation ou l'autorité. Je veux parler de la morale civique. Je veux parler du civisme qu'on enseignait jadis dans les écoles. C'est-à-dire de ce que nous devons à notre pays, de nos obligations envers la société, de ce qui fait que chacun d'entre nous mérite le titre de citoyen, de ces devoirs qui sont la contrepartie de nos droits.

Car pour moi, la citoyenneté ce n'est pas que des droits, la citoyenneté c'est aussi des devoirs. Il n'y a pas de citoyenneté, il n'y a pas de république il n'y a pas de nation, il n'y a pas de société sans un minimum de civisme.

Le civisme c'est une forme de respect des autres et une forme de respect de soi-même.

Le civisme c'est une forme de dignité qui pousse celui qui reçoit à donner à son tour. Le civisme c'est une forme de reconnaissance vis-à-vis de son pays, de tous ceux qui se sont battus pour sa liberté, pour son indépendance.

J'ai voulu en parler ici, sur cette terre de Bretagne où l'on sait mieux que partout ailleurs ce que c'est que le devoir, ici sur cette terre de marins où l'on se transmet, de génération en génération, la conviction que l'honneur d'un homme c'est d'abord de faire ce qu'il doit.

Le marin qui tous les jours affronte l'océan sait que face à la toute puissance de la nature, sa vie n'est grande que de son courage et de ses vertus morales.

Ce qu'il oppose à l'océan ce n'est pas la force de ses bras, c'est la force de son esprit. La grandeur du marin, c'est qu'il aime la vie qu'il s'est choisie et que bien souvent son père, son grand-père, ses aïeux, avant lui s'étaient choisie. La grandeur du marin, c'est qu'il aime la mer qui peut l'engloutir à tout instant, c'est qu'il aime défier la mer vers laquelle il revient toujours quoiqu'il arrive. La grandeur du marin c'est qu'il va tous les jours provoquer le destin pour lutter pied à pied avec lui. La grandeur du marin est une grandeur tragique qui forge de grands caractères.

J'ai toujours pensé que ce n'était pas par hasard que les premiers soldats de la France libre furent des pêcheurs.

Et le sort des femmes de marins qui attendent tous les jours le retour des bateaux n'a pas moins de grandeur. Elles aussi à leur manière elles se battent avec la mer et avec le destin qui peuvent tout leur prendre.

J'ai une pensée pour toutes ces femmes qui ont perdu un mari, pour tous ces enfants qui ont perdu un père et dont le deuil est souvent plus cruel encore quand la mer ne rend pas le corps qu'elle a pris.

Ici, à Lorient l'un de nos plus grands ports de pêche, dans une région qui fait la moitié de la pêche maritime française, on se raconte depuis la nuit des temps des histoires de marins que la mer a pris.

Je me souviens de ma rencontre avec des marins au Croisic. Je me souviens du spectacle d'une mer déchaînée

sur la passerelle d'un chalutier au Guilvinec.

Je me souviens de ce poème de Victor Hugo que l'on apprenait de mon temps à l'école et qui me serrait le cœur d'émotion.

Il finissait ainsi : « ô flots, que vous savez de lugubres histoires !
Flots profonds redoutés des mères à genoux,
Vous vous les racontez en montant les marées,
Et c'est ce qui vous fait ces voix désespérées
Que vous avez le soir quand vous venez vers nous ! »

Je sais ce que vous endurez.

Je sais ce que vous valez.

Je sais que vous aimez la vie parce que vous en connaissez mieux que d'autres la valeur.

Je sais que vous connaissez le prix de la dignité vous qui payez la vôtre si cher.

Je suis venu parler ici du civisme parce qu'ici on ne demande rien d'autre que de pouvoir vivre du fruit de son travail, ici on ne brûle pas la voiture de son voisin, ici on ne se laisse jamais aller à la violence gratuite. Chez les marins, on ne fraude pas, on ne triche pas. Ici quand on manifeste, quand on recourt à la violence, ce n'est jamais pour se distraire, ce n'est jamais pour nuire à autrui, c'est parce qu'on est désespéré, c'est parce qu'on n'a plus de recours et qu'on se sent condamné à la mort économique et à la mort sociale.

Je veux le dire ici, aucune violence n'est acceptable dans la république, mais je ne mets pas, je ne mettrai jamais sur le même plan la colère des pêcheurs qui ne veulent pas mourir et la violence gratuite des fraudeurs et des voyous.

Je veux le dire ici : je veux que la pêche française vive, je veux que plus jamais les pêcheurs ne soient obligés de descendre dans la rue pour faire entendre leur désespoir.

Je veux en finir avec cette politique absurde qui oblige ceux qui ne demandent qu'à travailler, qu'à pouvoir faire vivre leur famille en travaillant, à manifester violemment pour qu'on accepte de les entendre.

Je veux en finir avec cette politique qui, oscillant entre l'abandon et le renoncement, ne peut que susciter la colère parce que le désespoir finit toujours par engendrer la colère.

Sachez le, je me battraï à Paris, je me battraï à Bruxelles, je me battraï partout, mais si je suis président de la République, la pêche en France ne disparaîtra pas.

Si je suis élu, vous serez écoutés, vous serez soutenus, vous serez respectés, vous ne serez pas abandonnés, vous ne serez pas ignorés.

Si je souhaite qu'il en soit ainsi, c'est pour des raisons économiques, culturelles, humaines. Mais surtout, c'est pour une raison morale.

Je ne crois pas qu'une politique puisse être acceptée si elle est immorale.

Je ne crois pas qu'une société puisse fonctionner si elle n'accepte pas un minimum de morale.

Je ne veux pas d'une politique qui sacrifierait délibérément les pêcheurs et qui serait indulgente avec les voyous. Parce qu'une telle politique serait immorale.

Je ne veux pas d'une politique qui laisserait tomber ceux qui travaillent dur, ceux qui perpétuent une culture du courage de la solidarité et de l'honneur et qui s'apitoie sur les fraudeurs, les tricheurs et les trafiquants.

Je crois que notre société marche sur la tête en dévalorisant le travail et en favorisant la fraude.

Je souhaite une politique qui revalorise le travail en réhabilitant le travailleur.

Parce que le travail c'est l'émancipation, c'est le lien social, c'est la citoyenneté.

Le travail c'est le moyen par lequel la France peut résoudre ses problèmes.

C'est en travaillant plus que la France résorbera ses déficits, paiera ses retraites, augmentera son pouvoir d'achat, viendra à bout de l'exclusion et de la précarité.

La France travaille moins quand les autres travaillent plus. De là vient une grande partie de nos problèmes.

Quand on taxe trop le travail, quand on impose les 35 h à tout le monde, quand le droit du travail est trop rigide, on décourage la France qui travaille.

Quand l'assistanat paie plus que le travail, quand la fraude reste impunie, quand l'argent public est détourné ou gaspillé, on démoralise la France qui travaille.

Mais si la France qui travaille est découragée, si la France qui travaille est démoralisée, qui financera la solidarité ? Qui paiera pour les retraites ? Qui paiera pour l'éducation, pour la santé ?

Je veux dire la vérité aux Français : dans le contexte de la mondialisation, face à la concurrence des pays à bas salaires, face à des pays qui utilisent toutes leurs mains d'œuvres parce qu'ils atteignent le plein emploi, face à des pays où les 35 h n'existent pas, on ne peut pas continuer avec le partage du travail, on ne peut pas continuer à empêcher ceux qui veulent travailler plus pour gagner plus de le faire.

On ne peut pas continuer de surtaxer le travail sinon il se délocalise. On ne peut pas taxer trop le capital sinon il s'en va. Dans le monde tel qu'il est, il faut moins taxer le travailleur et davantage la pollution et les importations, parce qu'il faut dissuader le pollueur de polluer, parce qu'il faut appliquer le principe du pollueur payeur et parce qu'il n'est pas normal que les importations ne contribuent pas au financement de la protection sociale.

On ne peut pas continuer à décourager l'embauche en cherchant à empêcher le licenciement, quand, partout dans le monde, c'est la réactivité et la souplesse qui prévalent. On ne peut pas continuer avec un système qui au lieu de protéger fabrique de l'insécurité, du chômage et de l'exclusion.

Si nous voulons résoudre nos difficultés, il nous faut changer de politique. Il nous faut faire d'autres politiques que celles que nous faisons depuis 25 ans et qui ont échoué.

Et nous n'arriverons à rien si nous nous contentons de mesures techniques, fussent-elles les meilleures du monde, nous n'arriverons à rien si nous ne nous attaquons pas au problème moral.

Nous n'arriverons à rien si nous ne changeons pas les valeurs sur lesquelles se fondent nos politiques.

Nous n'arriveront à rien si nous ne changeons pas la manière d'aborder les problèmes.

Nous n'arriverons à rien si nous continuons de démoraliser la France qui travaille parce que nous ne la respectons pas assez.

La France qui travaille, c'est vous !

La France qui ne demande rien d'autre que de pouvoir vivre en travaillant dur, c'est vous !

La France qui veut seulement être respectée parce qu'elle paie pour tous les autres, c'est vous !

On ne respecte pas la France qui travaille si l'assistance paie plus que le travail. Mais on ne respecte pas non plus ceux que l'on prétend aider car l'assistanat est dégradant pour la dignité humaine.

L'assistanat rend dépendant. L'assistanat c'est le contraire de l'émancipation. L'assistanat, c'est refuser de reconnaître à celui que l'on aide la moindre utilité sociale. Et quand on peut vivre mieux sans travailler qu'en travaillant, l'assisté devient prisonnier de l'assistance parce qu'il se trouve dans la situation absurde ou reprendre un emploi constituerait pour lui un appauvrissement.

Si je suis élu je ferai de l'augmentation du pouvoir d'achat, la priorité de la politique économique.

Si je suis élu, je ferai en sorte qu'aucun revenu d'assistance ne soit supérieur au revenu du travail.

Si je suis élu, aucun revenu d'assistance ne sera versé sans que soit effectuée en contrepartie une activité d'intérêt général, fut-elle minime. Parce que c'est la seule manière pour que celui qui est en grande difficulté, pour que celui qui a subi un accident de la vie, garde à la fois l'estime de lui-même en se voyant reconnaître une utilité sociale et se réinsère dans la société au lieu de s'en trouver définitivement exclu.

On ne respecte pas la France qui travaille si l'on tolère la fraude, si l'on est indulgent avec les fraudeurs, si la fraude n'est jamais punie sous le prétexte que son montant n'est pas très élevé.

Pourquoi alors l'honnête citoyen qui paie ce qu'il a à payer continuerait-il à le faire ? Comment le chef d'entreprise qui paie ses charges pourrait-il longtemps lutter contre la concurrence déloyale ?

Le problème de la fraude ce n'est pas d'abord une question de montant, c'est une question de principe. Car ce que l'on ne paie pas, ce sont les autres qui le paient.

Quand quelqu'un ne paie pas son ticket de métro, ce sont les autres usagers qui le paient.

Quand quelqu'un fraude la sécurité sociale, ce sont les autres assurés sociaux qui paient pour lui.

Quand quelqu'un fraude le fisc, ce sont les autres contribuables qui paient l'impôt à sa place.

La fraude c'est un vol.

La fraude c'est toujours un impôt que les fraudeurs perçoivent sur les honnêtes gens et sur les travailleurs.

La fraude c'est toujours au plus pauvre, au plus démuné qu'elle impose le préjudice le plus lourd, au travailleur pauvre qui est obligé de se lever tôt et de prendre le métro. Au chômeur qui a besoin des allocations chômage pour vivre pendant qu'il cherche un travail, à l'accidenté de la vie qui a besoin qu'on l'aide pour ne pas sombrer.

La fraude c'est un impôt forcé que les plus pauvres paient à la place des fraudeurs.

J'ai été scandalisé que certains, dans les médias, parmi les intellectuels et parmi la classe politique aient pu laisser entendre que la responsabilité des récentes émeutes de la gare du Nord était imputable à la police au prétexte qu'elle avait osé interpeller un fraudeur qui n'avait pas payé son ticket de métro.

Cette attitude est contraire à mes valeurs, elle est contraire à ma conception de la vie en société et de la morale.

Cette attitude est indigne de gens qui prétendent exercer des responsabilités dans la politique, dans l'économie, dans la société. Cette attitude est désastreuse pour l'esprit civique. Elle est irresponsable de la part de candidat de la présidence de la République.

Il faut être aveugle pour ne pas voir le climat délétère que la fraude fait régner dans notre pays.

Il faut être aveugle pour ne pas voir l'addition que toutes les fraudes pèsent désormais très lourd dans les difficultés dans lesquelles la France se débat. Tout récemment le Conseil des prélèvements obligatoires chiffrait la fraude fiscale et sociale à 30 à 40 milliards d'euros de pertes pour l'Etat et les organismes sociaux chaque

année.

Et encore, ce chiffrage ne peut-il pas prendre en compte toutes les fraudes.

Je veux être le président qui n'aura aucune indulgence envers les fraudeurs. Je veux être le président qui mettra tout en œuvre pour combattre la fraude et punir les fraudeurs quels qu'ils soient.

Parce que je veux que la France qui travaille soit respectée.

Parce que je veux que nous donnions à la jeunesse l'envie de travailler plutôt que la tentation de frauder.

Parce que je veux que la solidarité profite à ceux qui en ont vraiment besoin.

Mais il n'y a pas que la fraude qui soit immorale. Il n'y a pas que la fraude qui témoigne d'un manque de respect vis-à-vis de la France qui travaille, qui paie ses impôts et qui respecte le bien d'autrui.

Il y a aussi le gaspillage de l'argent public.

En gaspillant l'argent public on gaspille la peine du travailleur.

En gaspillant l'argent public, on se moque du mal que se donnent les travailleurs pour le gagner.

L'argent qu'on lui prélève, le travailleur l'a gagné avec sa fatigue. L'argent public, c'est l'argent des Français. Cet argent, moralement, on n'a pas le droit de le gaspiller parce qu'il a été durement gagné. Cet argent il faut le respecter, il ne faut le dépenser que pour ce qui est utile. Cet argent c'est celui de la solidarité, du service public, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la recherche... On n'a pas le droit d'en gaspiller un euro, d'en détourner un euro.

L'efficacité de la dépense publique doit être un impératif. L'efficacité de la dépense publique doit être contrôlée, évaluée, discutée. Il faut avoir le courage de remettre en cause les dépenses inutiles. Il faut avoir le courage de revenir sur les dépenses du passé pour pouvoir financer les dépenses d'avenir.

Il faut avoir le courage d'investir pour les générations futures au lieu de leur laisser la facture de ce que nous consommons.

Il faut avoir le courage de passer de la logique des moyens à celle des résultats.

Ce n'est pas parce qu'on est dans la situation de pouvoir dépenser l'argent des autres qu'il faut se sentir exonéré de l'exigence de rigueur qu'on mettrait à gérer son propre argent. La morale civique, c'est tout le contraire, c'est être plus scrupuleux, plus exigeant, avec l'argent public qu'avec le sien.

Les Français ont assez de sens civique pour ne pas refuser de payer l'impôt de payer leurs charges. Ils savent que c'est nécessaire. Mais ils veulent en quelque sorte, c'est bien légitime, en avoir pour leur argent.

Quand il y a trop de gaspillage, trop de distorsion entre le poids des prélèvements et la qualité des services publics ou l'efficacité des politiques publiques alors, c'est l'impôt lui-même qui voit sa légitimité remise en cause.

A force d'avoir le sentiment que l'on se moque d'eux, à force d'avoir la conviction que leur argent est dépensé en pure perte, un jour les Français se tourneront vers le populisme et vers l'extrémisme.

C'est pourquoi je veux être le Président qui exigera que les résultats de toutes les politiques et de toutes les dépenses publiques soient mesurées.

Je veux être le Président qui fera en sorte que chaque gestionnaire public, chaque ministre, chaque fonctionnaire soit jugé sur ses résultats.

Je veux installer dans l'Etat la culture du résultat et de l'évaluation comme une exigence morale.

Je veux que chaque Français qui paie des impôts sur les revenus de son travail retrouve la conviction que son argent n'est ni jeté par les fenêtres, ni détournée de son objectif qui est le bien être de tous.

Tout l'argent de la fraude, tout l'argent gaspillé en dépenses inefficaces, en politique inutile, c'est de l'argent qui ne sert pas à la solidarité, qui ne sert pas à la justice, qui ne sert pas à l'emploi, qui ne sert pas à la croissance.

C'est de l'argent qui permettrait d'augmenter les petites retraites. C'est de l'argent qui pourrait permettre d'améliorer le sort de veuves d'artisans, de pêcheurs, qui ont souvent travaillé toute leur vie et qui doivent se contenter d'une pension de réversion dérisoire.

C'est de l'argent qui pourrait être utilisé pour que la pénibilité et le risque des métiers soient mieux pris en compte dans le calcul des retraites.

Je trouve injuste qu'on laisse courir la fraude et le gaspillage et que l'on ne fasse rien pour sauver le régime de retraite des marins, qui risquent leur vie tous les jours.

Je veux être le Président qui fera prévaloir la justice.

Je veux être le Président qui fera la réforme des régimes spéciaux et qui permettra aux marins d'avoir une meilleure retraite, qui permettra à leurs veuves de vivre décemment.

Je veux être le Président qui entre le fraudeur et le travailleur choisira toujours le travailleur.

Je veux être le Président qui entre le délinquant et la victime, sera toujours du côté de la victime.

Je veux être le Président qui n'acceptera pas le renoncement qui porte toujours préjudice aux plus vulnérables, aux plus faibles, à ceux qui sont le plus meurtris par la vie.

Je veux être le Président de tous les Français honnêtes qui veulent s'en sortir, qui veulent travailler, qui veulent être des citoyens à part entière, qui font toujours leur devoir, qui respectent les lois, qui se sentent une responsabilité vis-à-vis de leur pays, vis-à-vis de leur famille.

La France a trop renoncé, elle a trop subi, cela ne peut plus durer.

Quand je dis que la France a renoncé, je ne dis pas que les Français ont renoncé. Je dis que ceux qui gouvernent, ceux qui dirigent qui sont dans l'Etat, dans les cabinets ministériels, dans les partis, dans les bureaucraties, dans les syndicats, dans l'économie ont renoncé à vouloir pour la France autre chose qu'un destin médiocre, qu'ils ont enfermé la France dans le conservatisme, dans l'immobilisme, qu'ils ont répandu partout cette pensée unique qui est une idéologie de l'impuissance publique, qu'ils se sont eux-mêmes persuadés que les Français n'étaient plus en mesure d'accomplir de grandes choses et qu'ils ont essayé d'en persuader les Français.

Mon devoir, la tâche que je me suis assignée c'est de convaincre les Français de renoncer au renoncement. C'est de les convaincre qu'il est nécessaire, qu'il est vital d'agir et que c'est possible, que la politique qui est l'affaire de tous peut encore tout changer, qu'elle n'est impuissante que lorsqu'elle ne veut rien, lorsqu'elle n'imagine rien.

Ce qu'il y a de plus important pour moi dans cette campagne c'est d'arriver à convaincre les Français que la politique peut encore exprimer une volonté, qu'une volonté collective est possible, qu'une volonté nationale est possible, qu'il n'y a pas que la politique qui consisterait à ne rien faire, à attendre et à attendre encore sans savoir ce que l'on attend exactement, qu'il n'y a pas que la politique qui se contente d'imposer toujours plus de sacrifices aux Français pour rien parce qu'elle n'a pas d'autre but que la préservation du statu quo et le maintien de quelques rentes de situation.

Je veux convaincre les Français qu'une politique autre que celle du renoncement est possible.

Si vous êtes là si nombreux ce soir, si ardents, si mobilisés, c'est parce que vous avez le pressentiment de ce qui se passe dans cette élection. C'est parce qu'au fond de vous-mêmes vous partagez la même conviction que moi que l'enjeu de cette élection c'est de savoir si nous allons dire « non » une fois encore dans notre histoire comme l'ont toujours fait ceux qui croyaient encore à la liberté de choisir leur destin face à ceux qui leur répétaient qu'ils n'avaient pas le choix.

L'enjeu de cette élection c'est de savoir si nous avons encore assez de volonté en nous, encore assez

d'attachement à la liberté pour dire « non » à ce que depuis si longtemps on nous présente comme inéluctable.

L'enjeu de cette élection c'est de savoir si nous avons encore collectivement la force de vouloir quelque chose, la force de penser librement, d'imaginer librement notre avenir et pour cela de dire non à la pensée unique et au politiquement correct qui depuis 25 ans étouffent le débat public.

Je revendique pour vous et pour moi le droit de parler librement, d'agir librement, de penser librement.

Je suis venu vous le dire : nous ne sommes pas obligés de continuer à faire ce que l'on veut nous obliger à faire depuis 25 ans, à dire ce que l'on veut nous obliger à dire depuis 25 ans, à penser ce que l'on veut nous obliger à penser depuis 25 ans.

Nous pouvons agir, nous pouvons parler, nous pouvons penser autrement, si nous le voulons, si nous le décidons. Et c'est bien de cela qu'il s'agit le 22 avril et le 6 mai.

En disant non à tous ceux qui prétendent penser à la place des Français, qui prétendent décider pour tous les autres, qui prétendent tout savoir, qui ne cessent de se tromper sans pouvoir se remettre en cause, qui ne cessent d'échouer mais qui préfèrent imputer leurs échecs aux autres, en leur disant « non » nous disons oui à l'avenir, oui à une autre politique, nous disons oui au changement dont notre pays a besoin.

La pensée unique nous disait que l'on ne pouvait rien contre la délinquance, que c'était la société qui était comme ça, que pour faire reculer l'insécurité et la violence il fallait changer la société.

J'ai prouvé qu'une autre politique était possible, qu'en arrêtant de chercher des excuses aux délinquants, qu'en arrêtant de faire comme si toutes les causes de la violence étaient dans la société et aucune dans les voyous, qu'en concentrant les moyens de la police sur les missions qui sont les siennes : identifier ceux qui commettent des délits, les rechercher, les arrêter, les mettre à la disposition de la justice, on faisait reculer la délinquance.

Cela fait trop longtemps que la pensée unique nous dit que l'école ne peut pas apprendre à lire, à écrire et à compter à tous les enfants, que le collège, le lycée ne peuvent pas transmettre une culture à tous les élèves, qu'ils ne peuvent pas leur donner à tous accès aux grandes œuvres de l'esprit humain, que Racine, Molière, Victor Hugo ou Verlaine ce n'est pas pour tout le monde, que la maîtrise du Français ce n'est pas pour tout le monde, que dans la France d'aujourd'hui l'école ne peut pas être aussi exigeante qu'elle l'était jadis, qu'elle ne peut pas lutter contre l'influence de la télévision ou d'Internet, qu'elle ne peut pas enseigner le respect. On connaît le résultat : aujourd'hui l'école accentue les inégalités sociales au lieu de les réduire. Aujourd'hui un nombre croissant de jeunes issus des milieux les plus défavorisés sortent de l'école sans savoir lire et écrire. Que deviendront-ils dans la société de la connaissance qui sera celle du XXI^e siècle ?

Une autre politique est possible. Comment pouvons-nous accepter que nous en puissions pas réussir aujourd'hui avec tous les moyens dont nous disposons ce qu'ont réussi les instituteurs de la III^e République à l'orée du XX^e siècle, dans le monde clos des campagnes où souvent les parents ne parlaient pas le Français à la maison ? Je n'accepte pas cette idée ! Ce qu'ils ont fait nous pouvons le faire aussi à condition de le vouloir autant que la République de Jules Ferry l'a voulu.

La vérité c'est que la pensée unique ne le veut pas, qu'elle ne veut rien parce qu'elle s'accommode parfaitement du communautarisme et de la ségrégation, parce qu'elle s'accommode parfaitement du fait qu'il puisse y avoir d'un côté une petite élite qui a droit à tout et de l'autre la grande masse de ceux qui ne sont même pas assez respectés pour qu'on les juge dignes de recevoir une culture et un savoir. Ce n'est pas ma conception de la nation et de la République.

La pensée unique nous dit que la démocratisation du savoir c'est donner un diplôme à tout le monde. Moi je dis que la démocratisation du savoir c'est donner à chacun les moyens de mériter un diplôme. Parce que si l'on se contente de donner un diplôme à tout le monde, alors les diplômes ne valent plus rien pour personne.

La pensée unique nous dit qu'il ne faut rien changer à l'université et qu'il faut seulement plus de moyens.

Moi, je dis que si l'on ne change rien les moyens supplémentaires seront gaspillés et qu'on demeurera incapable d'offrir un avenir à la majorité des étudiants de nos universités et que c'est un crime contre la jeunesse.

La pensée unique nous dit que le chômage est inéluctable et que le plein emploi ce n'est pas possible.

Longtemps, trop longtemps on nous a dit que contre le chômage on avait tout essayé et que cela n'était plus la peine d'essayer. Il ne restait plus qu'à attendre la conjoncture internationale en espérant qu'elle ferait un peu reculer le chômage.

Eh bien je veux vous le dire ce soir, le plein emploi ce n'est pas fini, le plein emploi c'est possible. D'autres pays l'ont fait. Il n'y a pas de fatalité du chômage. Une autre politique est possible. Une autre politique est possible. Celle qui par la croissance, le plein emploi, la baisse des prélèvements sur le travail, l'investissement, la formation tirerait les salaires vers le haut.

Celle qui en luttant contre les dumpings atténuerait l'effet déflationniste sur les salaires de la concurrence des pays à bas salaires.

Celle qui en provoquant une baisse de l'Euro et en suscitant la création d'une préférence communautaire permettrait d'alléger la pression qui pèse aujourd'hui sur les salaires comme variables d'ajustement de la compétitivité.

La pensée unique dit que les territoires ruraux c'est fini, qu'il faut accélérer l'exode, qu'il faut leur enlever les services publics pour faire des économies. Plus les gens s'en vont, plus la pensée unique veut faire partir les services publics. Mais c'est l'inverse qu'il faudrait faire. Au lieu d'inciter les gens à s'entasser dans des banlieues, il vaudrait mieux essayer de les inciter à revenir là où tant de gens ont vécu pendant tant de siècles, en leur redonnant de vrais services publics, en ayant comme objectif non l'abandon mais la reconquête des territoires que depuis des années on a complètement marginalisés. Et pour cela refaire une vraie politique d'aménagement du territoire. Car en tirant le meilleur parti de tous les territoires cette politique qui peut coûter cher au départ peut rapporter beaucoup à l'arrivée.

Si je suis élu, je redonnerai leur chance à tous les territoires. Je remettrai l'aménagement du territoire au centre des politiques publiques.

Vous en avez assez de la pensée unique et du politiquement correct. Vous en avez assez que l'on ne puisse plus avoir le droit de dire qu'un voyou est un voyou.

Vous en avez assez que l'on ne puisse pas parler de la nation sans être accusé de nationalisme, que l'on ne puisse pas parler de protection sans être accusé de protectionnisme, que l'on ne puisse pas dénoncer la surévaluation de l'euro sans être accusé d'être anti-européen, que l'on ne puisse pas dénoncer l'accaparement du pouvoir par la technocratie ou montrer du doigt les patrons voyous sans être aussitôt accusé de démagogie, que l'on ne puisse pas évoquer la France qui souffre sans être immédiatement taxé de populisme.

Vous en avez assez et je vous comprends.

Je veux en finir avec cette pensée unique qui est le point de rencontre de tous les renoncements, de tous les sectarismes, de toutes les arrogances.

Je veux vous rendre votre liberté.

Votre liberté de choix.

Votre liberté de parole.

Votre liberté de penser.

Ensemble, si vous le voulez nous referons la France et la République.

Et je vous le dis du fond du cœur :

Vive la Bretagne !

Vive la République !

Vive la France !